

Quand la gauche consent à une union contre-nature pour conserver ses sièges

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 14 juin 2024

Source [Boulevard Voltaire] : « *Quelques jours pour faire front populaire.* » Depuis l'annonce de la dissolution, les grands partis de gauche et d'extrême gauche tentent obstinément de sceller une alliance électorale pour les législatives, et ce, malgré de profonds désaccords irréconciliables. Antisémitisme, qualification du Hamas, guerre en Ukraine, figure de Jean-Luc Mélenchon... ces divergences insurmontables séparent La France insoumise des socialistes. Pourtant, ces partis semblent prêts à s'asseoir sur leurs convictions pour conserver leur siège. Mais, ce mercredi 13 juin, énième retournement de situation. Après un accord brandi fièrement par les ténors de la gauche et après un accord sur la répartition des circonscriptions (229 pour LFI, 175 pour le PS, 92 pour EELV, 50 pour le PCF), les discussions entre les partis du nouveau « Front populaire » sont [suspendues pendant quelques heures](#). Les socialistes refusent-ils, finalement, de vendre leur âme aux Insoumis ? Difficile d'y croire.

Le Hamas, une organisation terroriste ?

« *Je suis prête à tout, du moment qu'on gagne.* » Le 11 juin, Sandrine Rousseau [posait le cadre de l'alliance](#) de la gauche et de l'extrême gauche. Peu importe les divergences de fond, tout est permis pour l'emporter les 30 juin et 7 juillet prochains. Résultat : après une campagne des européennes durant laquelle insoumis et socialistes n'ont eu de cesse de s'invectiver - parfois avec violence -, de se décrédibiliser mutuellement et se combattre, les voilà maintenant main dans la main pour le scrutin législatif. Au-delà des querelles électorales qui, somme toute, rythment les campagnes électorales, en acceptant de s'allier à La France insoumise, le Parti socialiste commet « *une faute politique et morale* », selon Manuel Valls, interrogé par [Le Point](#).

Car les sujets de discorde ne manquent pas, à gauche. La question du Hamas, qui avait déjà mis fin à la NUPES à l'automne dernier, est ainsi essentielle. D'un côté, les socialistes, et notamment Raphaël Glucksmann, n'a pas peur de caractériser le mouvement palestinien d'organisation terroriste. De l'autre, les Insoumis s'y refusent. Ce 13 juin encore, Manuel Bompard, coordinateur national de LFI, [interrogé par Laurence Ferrari](#), s'abstenait à nouveau de qualifier clairement le Hamas de mouvement terroriste. À cela s'ajoute l'arrivée du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) de Philippe Poutou au sein du Front populaire, [qui, pour rappel écrivait dans un communiqué, au lendemain du 7 octobre](#) : « *Le NPA ne se joint pas à la litanie des appels à la "désescalade".* » « *Cette fois-ci, l'offensive est du côté de la résistance. [...] Le Hamas appelle les Palestiniens à se soulever dans tous les territoires et à lutter contre l'occupation. [...] La gauche devrait se rappeler de la nécessaire solidarité avec les luttes de résistances contre l'oppression et l'occupation. Le NPA rappelle son soutien aux Palestiniens et aux moyens de luttes qu'ils et elles ont choisi pour résister* », ajoutait le communiqué. Une prise de position à rebours de celle du PS qui, [par la voix de son président Olivier Faure](#), affirmait que « *le Hamas est une organisation terroriste* » et non « *l'armée régulière de Palestine* ». En octobre, le député socialiste affirmait d'ailleurs, à ce sujet, être « [pour l'union, mais pas à n'importe quelles conditions](#) ». A-t-il changé d'avis, de peur de ne pas être réélu ?

[Lire la suite](#)